



Revue des études slaves

XCI 1-2 | 2020

Paris, 1921 : l'Institut d'études slaves, acteur de la slavistique

Loïc Damilaville, *Dans les limbes de la Révolution russe : les Alliés et le sort de la Famille impériale : mars-août 1917*

Paris, Bernard Giovanangeli éditeur, 2019, 335 p.

Pierre Gonneau



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/res/3432>

DOI : 10.4000/res.3432

ISSN : 2117-718X

Éditeur

Institut d'études slaves

Édition imprimée

Date de publication : 15 juillet 2020

Pagination : 223-226

ISBN : 978-2-7204-0658-4

ISSN : 0080-2557

Référence électronique

Pierre Gonneau, « Loïc Damilaville, *Dans les limbes de la Révolution russe : les Alliés et le sort de la Famille impériale : mars-août 1917* », *Revue des études slaves* [En ligne], XCI 1-2 | 2020, mis en ligne le 15 juillet 2020, consulté le 14 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/res/3432> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/res.3432>

Ce document a été généré automatiquement le 14 décembre 2020.

Revue des études slaves

Loïc Damilaville, *Dans les limbes de la Révolution russe : les Alliés et le sort de la Famille impériale : mars-août 1917*

Paris, Bernard Giovanangeli éditeur, 2019, 335 p.

Pierre Gonneau

RÉFÉRENCE

Loïc DAMILAVILLE, *Dans les limbes de la Révolution russe : les Alliés et le sort de la Famille impériale : mars-août 1917*, Paris, Bernard Giovanangeli éditeur, 2019, 335 p. ISBN 978-2-7587-0224-5

- 1 Une courte et triste histoire, obscurcie à dessein par les survivants (« aucun des témoins n'est neutre », p. 208) et pleine de paradoxes. Nicolas II est contraint d'abdiquer le 2 mars 1917, sous la pression de monarchistes qui veulent sauver le régime tsariste. Mais il ruine leurs calculs en renonçant au pouvoir non seulement en son nom propre, mais aussi au nom de son fils, le tsarévitch Alexis. En outre, le successeur qu'il désigne, son frère Michel, préfère attendre l'éventuelle investiture d'une Assemblée constituante plutôt que d'assumer immédiatement le pouvoir (p. 15-21). Le sort d'une dynastie tricentenaire est ainsi réglé en quelques heures, même si la république n'est proclamée que quelques mois plus tard, pour ainsi dire par défaut. Que faire de l'ancien souverain ? La question est d'autant plus épineuse que l'on n'est pas certain de la légitimité de sa renonciation au trône. Et qu'en pensent les Alliés, puisque, pour l'heure, la Russie semble vouloir maintenir sa participation à la Première guerre mondiale ? Loïc Damilaville tente de restituer le cheminement des idées et le déroulement des faits, en confrontant les dépêches conservées dans les archives (françaises, britanniques et russes), les mémoires et journaux des principaux acteurs de l'époque, et en écoutant leurs silences. On le suit avec confiance sur un chemin où

certains jalons sont présents, d'autres ont disparu, ou bien ont été déformés. Les nombreuses citations qu'il donne permettent au lecteur de se faire sa propre opinion¹.

- 2 Le scénario que semble privilégier le Gouvernement provisoire (en particulier son premier ministre des Affaires étrangères Pavel Miljukov) est celui d'un exil en Grande-Bretagne, par Mourmansk (alors appelé Romanov na Murmane). Mais le temps perdu en mars pour rassembler la famille impériale à Tsarskoe Selo, puis pour que les princesses impériales se remettent d'une grave rougeole, ruine ce projet. Dès le 9 / 22 mars, les représentants du soviet de Petrograd ont installé un cordon de surveillance autour de la résidence impériale, où l'ex-famille régnante est déjà placée aux arrêts et la perspective de laisser partir les ci-devant semble de plus en plus s'éloigner (p. 89). En outre, la Grande-Bretagne va formuler, puis pratiquement retirer son offre d'accueil. La démonstration de L. Damilaville quant aux responsabilités relatives des Russes (qui tardent à faire une demande par le canal diplomatique), du gouvernement britannique et du roi d'Angleterre semble convaincante. L'ambassadeur britannique George Buchanan alerte Londres sur les menaces pesant sur la sécurité de la famille impériale russe. Le secrétaire privé du roi, lord Stamfordham, intervient auprès du Premier Ministre Lloyd George, le 9 / 22 mars 1917, pour que quelque chose soit fait, mais obtient plus qu'il n'en demandait. Le cabinet conclut que l'évacuation de Nicolas II et de sa famille vers un pays neutre (Suède ou Danemark) ne les mettrait pas à l'abri d'un coup de main qui les livrerait aux Allemands. Il faut donc les faire venir sur le sol anglais (p. 94-112). Or, le roi George V et son secrétaire arrivent rapidement à la conclusion que cette venue serait très embarrassante pour la monarchie britannique et vont finalement dissuader Lloyd George de mener le projet à bien (17 / 30 mars, p. 149). Le revirement est définitivement acquis le 28 mars / 10 avril. Buchanan, averti de ce changement (le 10 ou le 14 avril ?, p. 203-207), en est gravement ébranlé, mais reçoit la consigne de ne plus évoquer la question avec les Russes. Plus tard, sa fille Meriel, tentera de le laver de toute accusation de « lâchage », déclarant que les mémoires de son père ne contiennent pas toute la vérité, parce qu'il a été contraint d'arranger les faits par le Foreign office. Il semble malgré tout avoir fidèlement exécuté les instructions reçues. Parallèlement, Miljukov est mis en échec par Kerenskij, qui se pose en procureur d'un procès à venir des Romanov, tout en leur laissant quelque espoir de partir, ou du moins, en ne les privant pas tout à fait d'espoir. Les diverses publications de Kerenskij, dont le contenu varie quelque peu entre 1928 et 1936, sont toutes auto-justificatrices.
- 3 Et la France ? L'ambassadeur Maurice Paléologue, qui publie ses souvenirs (édulcorés) en 1922, tente de la présenter en retrait, se contentant d'accompagner l'effort britannique, puis de constater son échec. Pourtant, quand la solution anglaise s'éloigne, on tente bien de proposer d'installer le tsar et sa famille « dans le sud de la France ». Le moins qu'on puisse dire est que cette solution ne suscite aucun enthousiasme chez les responsables français, qui, il y a peu encore, ne tarissaient pas de louanges pour Nicolas et l'amitié franco-russe (p. 195-199, 215-236). La mission d'Albert Thomas, un « socialiste-patriote », en avril 1917, ne fait que confirmer ce désintérêt.
- 4 Les paradoxes sont intéressants à mettre en lumière. Nicolas II est resté fidèle jusqu'au bout à ses engagements envers ses alliés, au lieu de répondre aux propositions de paix séparée que Guillaume II lui avait fait parvenir. Pourtant, on n'hésite pas à l'accuser d'avoir été sur le point de s'entendre avec l'ennemi allemand, pour mieux conclure un rapprochement avec les nouveaux maîtres de la Russie (ou ceux qui semblent l'être).

Les autorités françaises outrent à dessein leur républicanisme et même le gouvernement britannique se félicite de ce que la Russie « se tien[ne] à présent parmi les nations ayant fondé leurs institutions sur un gouvernement responsable » (p. 114). Il sera toujours temps ensuite d'accuser Lénine de trahison et de populariser le récit de son retour en wagon plombé affrété par les Allemands. Sans doute, il y avait un parti allemand dans les hautes sphères de l'Empire russe (p. 115), incarné entre autres par Petr Durnovo, auteur d'un rapport très pessimiste sur l'avenir du régime tsariste en cas de guerre mondiale, datant de janvier 1914 (que L. Damilaville ne mentionne pas). Sans doute, les Britanniques regrettaient-ils d'avoir accepté que les Russes revendiquent Constantinople comme un de leurs buts de guerre, un point que soulève Meriel Buchanan dans son livre, et certains de leurs diplomates s'opposaient à l'impérialisme russe (Damilaville, p. 115, 230), mais on sent à quel point les retournements sont brutaux.

- 5 Il semble que Nicolas II n'a pas suffisamment médité sur l'histoire russe au moment où il a renoncé au pouvoir. Le seul précédent n'était guère encourageant : Pierre III a signé un acte d'abdication, sans doute fort peu spontané, le 28 juin 1762, ouvrant le chemin du pouvoir à celle qui n'était pas encore Catherine II. Une retraite discrète lui était en principe garantie, mais il a succombé à une mort « accidentelle » dès le 6 juillet (ancien style). Deux des plus fameux historiens russes avaient traité cet épisode avec plus ou moins de franchise, mais sans laisser beaucoup de doute sur le fait que l'empereur déchu avait fort peu de chances de rester longtemps en vie. Or, S. M. Solov'ev² avait été le précepteur d'Alexandre II et V. O. Ključevskij³, son successeur à la chaire d'Histoire russe de l'université de Moscou, avait fait paraître avec grand succès son Cours d'histoire russe au début du xx^e siècle et était mort le 12/25 mai 1911, six ans seulement avant que Nicolas II n'abdique.
- 6 Les leçons que L. Damilaville tire de l'enchaînement des événements qui conduit du 2 mars 1917 à l'exil à Tobol'sk, en juillet 1917, puis à l'assassinat d'Orenburg, un an plus tard, sont très justes. La raison d'État a dicté le choix britannique : « Que le Roi ou le gouvernement aient vraiment été à l'origine de l'offre d'asile ne changeait en réalité rien au fait que le Cabinet aurait pour seul devoir de protéger le pays, c'est-à-dire le Roi, car la disparition de la cohésion nationale à ce moment de la guerre n'aurait signifié que le chaos et la défaite. Fallait-il risquer l'avenir de la Grande-Bretagne pour sept pauvres hères qui commençaient déjà à se dissoudre dans les brumes de l'Histoire ? » (p. 185). La valeur politique de Nicolas II était minime après le 2 mars 1917, sinon comme source potentielle d'embarras. Elle remonte significativement le 5 mars 1918, quand les bolcheviks signent la « paix honteuse » de Brest-Litovsk avec l'Allemagne. « Il y avait certes une majorité d'opposants à une restauration impériale, à Londres, à Paris et dans les armées blanches. Mais le peuple russe désorienté n'avait pas encore eu le temps de renoncer à son Tsar » (p. 306). En cessant d'être inoffensifs, Nicolas et les siens étaient « inexorablement promis aux balles de leurs bourreaux » (p. 308).
- 7 On serait tenté de suggérer un épilogue à ce récit. Il s'agirait de mettre en parallèle l'exfiltration ratée de Nicolas II et de sa famille et la façon dont Guillaume II quitta la Belgique occupée pour se réfugier en Hollande, pays neutre, le 10 novembre 1918. Apprenant les émeutes de Berlin, abandonné par son État-major, le kaiser redoutait de subir le même sort que son cousin « Nicky », ou d'être mis au banc des accusés d'un procès à grand spectacle. Il a bénéficié de la protection de la reine Wilhelmine qui

semble avoir été plus déterminée que Georges V d'Angleterre, mais il était sans doute plus difficile à la reine d'expulser son cousin une fois celui-ci installé sur le sol néerlandais.

NOTES

1. Une réserve sur la traduction de *top dogs* (p. 118, note 65). Cette expression anglaise désigne ceux qui ont le dessus, qui mènent le jeu dans un contexte quelconque de rivalité et ne signifie pas qu'il s'agit de « franchises canailles ».
 2. S. M. Solov'ev, *ИСТОРИЯ РОССИИ С ДРЕВНЕЙШИХ ВРЕМЕН*, t. 25, ch. 2, Moskva, Mysl', 1994, p. 98-110 (*СОЧИНЕНИЯ В ВОСЕМНАДЦАТИ КНИГАХ*, 13).
 3. V. O. Ključevskij, *КУРС РУССКОЙ ИСТОРИИ ЧАСТЬ IV, ЛЕКЦИЯ LXXIV*, p. 322-331 (*СОЧИНЕНИЯ В ДЕВЯТИ ТОМАХ* 4). L'auteur a ces quelques lignes au terme de sa description des événements du 28 juin 1762 : « Ainsi s'acheva cette révolution, la plus joyeuse et la plus délicate de toutes celles que nous connaissions, qui ne coûta pas une goutte de sang, une vraie révolution de dames ». La journée du 2 mars 1917 lui ressemblait assez...
-

AUTEURS

PIERRE GONNEAU

Sorbonne Université – PSL. EPHE